

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 13/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IWT (Industrial Water Treatment)

1, rue Buster Keaton
69800 Saint-Priest

Références : IC-R/0530/24-SD/SL
Code AIOT : 0005106026

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement IWT (Industrial Water Treatment) implanté Plateforme chimique de VILLERS ST PAUL rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 22/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IWT (Industrial Water Treatment)
- Plateforme chimique de VILLERS ST PAUL rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005106026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IWT (ex. Suez Eau Industrielle) gère sur la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul les installations suivantes :

- les installations de traitement des eaux résiduelles des sociétés présentes sur la plate-forme ainsi que de la société PLC et des effluents tiers ;
- les réseaux d'eaux pluviales ;
- les installations de production d'eau brute, d'eau filtrée et d'eau déminéralisée destinées aux différents ateliers de la plate-forme.

Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Auto surveillance des eaux résiduaires	AP Complémentaire du 07/07/2008, article 9.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation et également lors des campagnes de mesures dans le cadre des arrêtés préfectoraux complémentaires du 7 décembre 2023 et du 6 mai 2024, il a été mesuré des quantités non négligeables de PFAS dans les eaux résiduaires de la station d'épuration collective de la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul et dans les eaux pluviales de cette dernière.

De fait, ces résultats d'analyses placent le site dans le TOP 99% des flux de PFAS au niveau national.

Dans ce contexte, la société IWT a informé l'inspection des installations classées qu'un traitement par charbons actifs des rejets de la station d'épuration serait mis en place avant le 1er juillet 2025. Elle s'engage ainsi à réduire ces rejets à un flux annuel maximal de 4 kg (pour une liste de PFAS définie par l'exploitant).

Il est donc proposé au préfet d'acter ces engagements par voie d'arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté en ce sens est joint en annexe au présent rapport.

Les prescriptions relatives à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 précité ont été respectées. Par ailleurs, l'autosurveillance des eaux résiduaires sur la période contrôlée par sondage présente quelques dépassements en MES et en AOX sur les eaux pluviales et les eaux résiduaires. L'exploitant a mené les actions nécessaires et les derniers résultats sont conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société IWT est en charge de la station d'épuration collective de la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul où est présent un des cinq sites en France producteur de PFAS. Dans ce contexte, ses activités sont encadrées par des prescriptions spécifiques (arrêté préfectoral complémentaire -APC- du 7 décembre 2023 et arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2024) relatives aux PFAS dont la réalisation d'analyses fréquentes de PFAS.</p> <p>La société IWT a rédigé la liste des PFAS selon ses connaissances actuelles et notamment les sources suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liste des PFAS proposés au sein de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux PFAS ; • les connaissances des partenaires chimistes présents sur la plate-forme de Villers-Saint-Paul ; • les producteurs des déchets liquides externes à la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul entrants dans la station d'épuration collective de la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul. <p>Concernant ce dernier point et selon la prescription de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 décembre 2023, l'exploitant a mis en place un mode opératoire référencé VSP.MO.601 désigné "acceptation d'un effluent tiers - intégration des PFAS". Ce mode opératoire a pour objectif de compléter les connaissances sur la nature des déchets liquides réceptionnés et plus particulièrement la recherche de PFAS.</p> <p>Ainsi, les producteurs de déchets ont été destinataires d'une fiche d'identification d'effluent (FIE) référencée IWT.IM.902 demandant à ces derniers de communiquer les résultats des analyses sur 53 PFAS et d'informer de la présence de PFAS dans leur process. Les 53 PFAS à rechercher sont issus des APC susvisés.</p> <p>La société IWT a également contrôlé les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le site pour le traitement de l'eau.</p>

La liste des PFAS analysée par la société IWT est composée de 53 PFAS et du fluor organique absorbable (AOF). Cette liste inclut les PFAS listés au sein de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Le site IWT dispose de trois points de rejet des effluents aqueux :

- 2 points d'eaux pluviales situés respectivement au Nord et au Sud de la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul. Le point de rejet d'eaux pluviales situé au Nord de la plate-forme est fermé et dévoté vers le point de rejet situé au Sud de la plate-forme.
- 1 point de rejet d'eau résiduaire par la station d'épuration collective de la plate-forme.

L'exploitant a réalisé des analyses des PFAS selon la liste définie au point de contrôle précédent. Cette liste inclut les PFAS de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ainsi que l'AOF.

Les prélèvements ont été réalisés durant les mois de janvier, février et mars 2024 sur le point de rejet des eaux résiduaires.

Concernant les eaux pluviales, l'exploitant avait estimé dans un premier temps que les eaux pluviales ne pouvaient pas contenir des PFAS.

Dans le cadre des investigations de recherches de PFAS sur la plate-forme de Villers-Saint-Paul, l'exploitant a mis en place une campagne d'analyse des eaux pluviales sur le rejet concerné à partir du mois d'avril 2024.

Les PFAS recherchés dans les eaux pluviales sont les mêmes que dans les eaux résiduaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux points de rejets décrits au point de contrôle précédent (eaux pluviales Sud et eaux résiduaires) sont équipés d'un préleveur automatique asservi au débit.</p> <p>Les échantillons sont ainsi constitués en continu. Ces derniers sont reconstitués proportionnellement au débit pour former un échantillon mensuellement qui est analysé. Les personnes de la société IWT en charge de relever ces échantillons ont été formées au prélèvement selon les prescriptions du paragraphe 3 de l'avis du 11/04/2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Conformément au IV de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sur les PFAS, pour les installations ayant fait l'objet d'analyses de substances PFAS dans leurs rejets aqueux avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le préfet peut adapter les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les campagnes d'analyses.</p> <p>Ainsi, les arrêtés préfectoraux complémentaires du 7 décembre 2023 et du 6 mai 2024 précisent les modes de prélèvements et d'analyses des PFAS de la société IWT. Les conditions de prélèvements des eaux résiduaires et des eaux pluviales sont conformes à ces dispositions. Les campagnes d'analyses dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sur les PFAS ont été réalisées par le laboratoire Mérieux.</p> <p>Ce dernier est accrédité en Italie et a une reconnaissance de cette accréditation par le COFRAC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p>

<p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les points de rejets énumérés au point de contrôle n°2 sont équipés d'un préleveur automatique proportionnel au débit y compris pour les eaux pluviales (installation d'un débitmètre radar). Les débitmètres et les préleveurs sont contrôlés et étalonnés tous les ans par un organisme accrédité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage il a été contrôlé quelques rapports sur l'ensemble des mesures réalisées sur les deux émissaires.</p> <p>Sur cet échantillon, il a été constaté que l'ensemble des substances présentes au sein de la prescription de l'arrêté ministériel sont analysées avec une limite de quantification (LQ) de 5 ng/L. La LQ pour la méthode indiciaire (AOF) est de 0,50 µg/l.</p> <p>Certains PFAS spécifiques (non présents au sein des substances de l'arrêté ministériel) sont réalisés avec une LQ de 500 ou 1000 ng/L.</p> <p>La DREAL a obtenu des informations du laboratoire dans le cadre d'une inspection sur les PFAS sur la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul.</p> <p>Le laboratoire Mérieux a ainsi précisé :</p> <p><i>La limite de quantification (LQ) dépend de la dilution appliquée pour la quantification de chaque composé. En prenant par exemple le PFHxA, la LQ d'une analyse sans dilution est de 5 ng/L. Si vous diluez 10 fois, vous devez multiplier la LQ par 10, il devient donc 50 ng/L. L'ampleur de la dilution dépend de la concentration de l'analyse : pour quantifier un composé, vous devez être positionné dans le dernier point de la courbe d'étalonnage qui se réfère à une concentration spécifique. Si vous dépassez cette concentration, vous devez diluer l'échantillon et plus la concentration est élevée, plus la dilution est élevée et plus la LQ est élevée. Quoi qu'il en soit, si vous obtenez un résultat positif, la LQ n'est pas si importante car vous avez déjà une concentration référée à ce composé. Cela vous donne simplement une idée du facteur de dilution utilisé pour quantifier l'analyse.</i></p> <p>Ces précisions expliquent pourquoi les LQ sont augmentées lorsque la concentration relevée est</p>

significative.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Dans le cadre de la démarche de recherche de PFAS sur la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul, l'exploitant a renseigné l'application GIDAF depuis le mois de juillet 2023 jusqu'au mois de décembre 2023 les analyses de PFAS prescrites au sein des arrêtés préfectoraux complémentaires du 7 décembre 2023 et du 6 mai 2024.

L'exploitant a réalisé les analyses sur le paramètre AOF depuis le mois de novembre 2023.

Comme vu dans les points de contrôles de précédents, l'exploitant a réalisé les prélèvements et analyses selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sur les PFAS sur les mois de janvier, février et mars 2024.

Ainsi il est demandé à l'exploitant de mettre à jour l'application avec ces données et d'intégrer la campagne d'analyses sur les eaux pluviales d'avril à juin 2024.

L'ensemble des résultats et des analyses ont été communiqués régulièrement à l'inspection des installations classées par courriel du fait des prescriptions spécifiques des arrêtés préfectoraux complémentaires du 7 décembre 2023 et du 6 mai 2024.

Au regard des flux de PFAS qui ont été mesurés lors de la campagne d'analyse dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé et également lors des campagnes de mesures dans le cadre des arrêtés préfectoraux complémentaires du 7 décembre 2023 et du 6 mai 2024, il apparaît nécessaire de prescrire à l'exploitant:

- une surveillance pérenne des PFAS ;
- un traitement adapté de ces derniers afin de respecter un flux maximum annuel ;
- une étude des PFAS qui pourraient être présents dans les eaux pluviales de la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul.

L'exploitant a transmis une proposition de gestion des PFAS le 25 octobre 2024. Cette proposition et notamment le flux annuel global de rejets de PFAS ont été repris afin d'établir le projet de prescriptions.

Ce dernier s'est également appuyé sur l'évaluation des risques sanitaires référencée R-24-03-033 – Rév.1 de juin 2024 afin d'établir les flux des PFAS ayant une valeur toxicologique de référence.

Un projet de prescription est ainsi proposé en annexe du présent rapport afin de répondre à cette nécessité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour l'application GIDAF avec les données sur les eaux résiduaires pour les mois de janvier à mars 2024 et d'intégrer la campagne d'analyses sur les eaux pluviales d'avril à juin 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Auto surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2008, article 9.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Périodicité de la mesure
Eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)	
Débit	Continue
pH, MES, DCO, azote global	Journalière
DBO ₅ , indice phénol	Hebdomadaire
Hydrocarbures, Cu, Ni, Zn, AOX, fluorures, phosphore	Mensuelle
Eaux pluviales issues des rejets vers le milieu récepteur : N° 2 et 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)	
Débit, COT	Continue
pH	Journalière

MES	Hebdomadaire
Hydrocarbures	

Les mesures sont réalisées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures.

Pour les paramètres objet d'une surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats et mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Constats :

La consultation des résultats d'autosurveillance des eaux résiduaires et pluviales de l'année 2024 (du mois de janvier au mois de novembre) sur GIDAF permet de constater que toutes les valeurs limites d'émissions (VLE) ont été respectées excepté pour :

- le paramètre matières en suspensions (MES) dans les eaux pluviales (EP) ;
- les paramètres MES et AOX dans les eaux résiduaires.

Concernant les eaux pluviales, certaines valeurs de concentrations journalières en MES ont dépassé la VLE de 35 mg/l sur les mois de janvier à juin 2024 et sur les mois de septembre et octobre 2024.

En janvier 2024, il a été mesuré une concentration de 118 mg/l pour une VLE de 35 mg/l. L'exploitant indique que cela était dû à un problème sur la sonde de turbidité qui a été changée. En février 2024, 4 mesures mensuelles ont dépassé la VLE de 35 mg/l. L'exploitant informe que ces dépassements sont dus à une dérive du réglage du flottateur et du paramétrage de la sonde de turbidité. Il indique également qu'il y a eu un important déversement d'eau dans le réseau des eaux pluviales dans le cadre d'un essai incendie sur la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul. En mai 2024, 4 mesures mensuelles ont dépassé la VLE de 35 mg/l. L'exploitant informe que ces dépassements sont dus à une saturation en eaux pluviales des installations suite aux très fortes pluies (orages).

Concernant les eaux résiduaires, au mois de juillet 2024, la concentration en AOX a été mesurée à 3230 µg/l pour un seuil à 1000 µg/l.

L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que la valeur du 24 juillet 2024 (3,23 mg/l) n'est pas cohérente avec les valeurs des semaines n-1 (15/07) où il a été mesuré 0,43 mg/l et la semaine n+1 (30/07) où il a été mesuré 0,11mg/l. L'exploitant avait demandé une contre analyse au laboratoire mais celui-ci n'avait plus assez d'échantillon pour la réaliser. Le temps de séjour dans le bassin biologique étant de plus d'une semaine, l'exploitant a conclu que cette valeur était erronée.

Pour les eaux résiduaires, la concentration et le flux de MES ont été dépassés au mois de février 2024. Il a été mesuré une concentration de 78 mg/l pour un seuil à 35 mg/l et un flux de 78 kg pour une VLE de 70 kg. L'exploitant indique que ces dépassements ont les mêmes origines que ceux sur les eaux pluviales sur ce mois de février 2024 et notamment le déversement d'un grand volume d'eau lors d'un essai incendie sur la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul.

Ce même paramètre a été mesuré au mois d'août 2024 à une concentration de 71 mg/l pour une

VLE de 35 mg/l (sans dépassement du flux autorisé). L'exploitant précise que cette dérive est liée à un défaut de réglage d'un équipement de la station d'épuration suite à un redémarrage de cette dernière. La société IWT a mis à jour le mode opération de la gestion du flottateur en cas de dérive.

Type de suites proposées : Sans suite